

## AU MAROC, LA CONTESTATION AUX PRISES AVEC LA MONARCHIE ET LE GOUVERNEMENT

### Les jeunes du Rif renouent avec la révolte

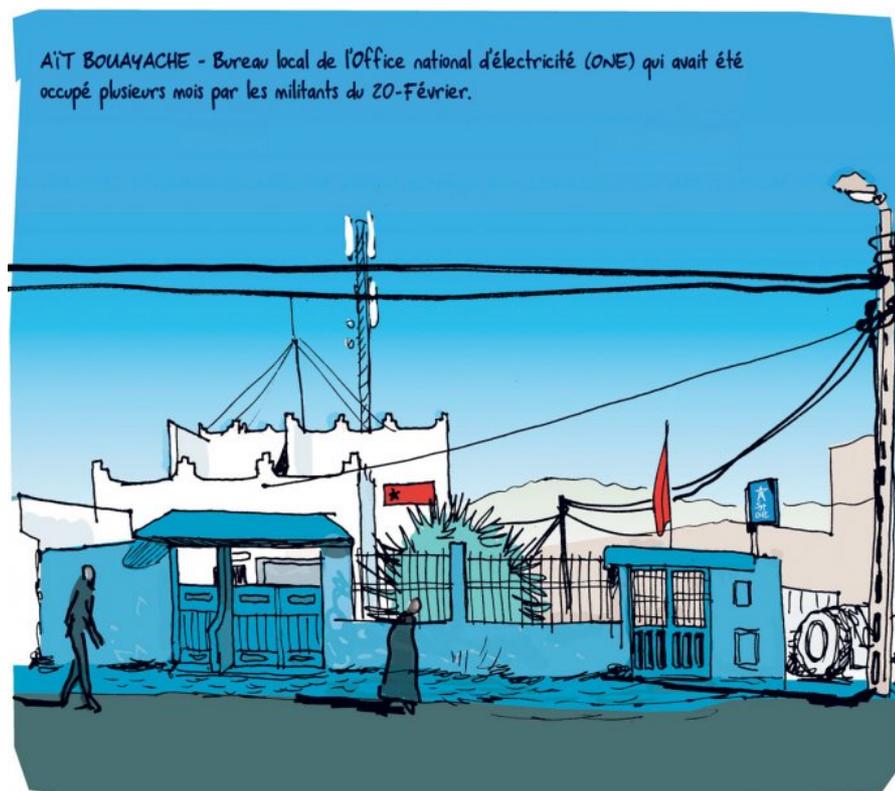
CONFRONTÉE AUX SOULÈVEMENTS QUI ÉBRANLENT LE MONDE ARABE, LA MONARCHIE MAROCAINE A RÉVISÉ LA CONSTITUTION. APRÈS SA VICTOIRE ÉLECTORALE DE NOVEMBRE 2011, LE PARTI DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (PJD, ISLAMISTE) DIRIGE LE GOUVERNEMENT. MAIS PERDURENT LES ANCIENNES STRUCTURES DE POUVOIR ET LES MÊMES MÉTHODES DE RÉPRESSION, NOTAMMENT DANS LE RIF — UNE RÉGION DÉLAISSÉE OÙ FLEURISSENT LE CANNABIS ET LA MISÈRE.

PAR AUREL ET PIERRE DAUM \*

Devant la porte de la prison d'Al-Hoceïma, la place semble déserte. A 8 heures du matin, seuls trois militants de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), le dos appuyé contre une petite camionnette, attirent le regard. Quinze minutes plus tard, un policier en civil, visage dur et barbe de trois jours, fera mine d'attendre lui aussi, assis sur les marches d'un immeuble. Sans jamais les lâcher du regard. A 9 h 30, les lourdes portes s'entrebâillent enfin. Quatre jeunes gens sortent de l'austère bâtiment. Ils viennent de passer trois mois entassés avec vingt-cinq autres détenus dans des cellules de vingt lits. Tous ont été arrêtés le 11 mars 2012, dans le village d'Imzouren, à vingt-cinq kilomètres d'ici. Ce soir-là, une manifestation pacifique avait rassemblé quelque deux cents personnes venues dénoncer la répression policière qui s'était abattue trois jours plus tôt sur Aït Bouayache, le village voisin.

### Le président français salue le « processus de réforme démocratique »

Compte tenu de la présence policière alentour, il n'est pas possible d'interroger immédiatement ces garçons. L'un d'entre eux, d'ailleurs, s'éclipse très vite. Mohammed B. est français. Né en France de parents marocains, il n'avait absolument rien à voir avec la manifestation. *« Je suis plombier à Nîmes, je n'avais pas mis les pieds au Maroc depuis six ans. J'étais venu rendre visite à la famille de ma femme, qui est d'Imzouren. Les policiers me sont tombés dessus au hasard. Le juge n'a rien voulu savoir, le consul de France ne m'a jamais aidé, et maintenant, je n'ai qu'une idée : rentrer vite en France avec ma femme. »* La France où, moins de trois semaines après son élection, en mai 2012, M. François Hollande recevait à l'Élysée le roi Mohammed VI, et saluait le *« processus de réforme démocratique, économique et sociale en cours dans le royaume à l'initiative de Sa Majesté »*.



Quatre jours plus tard, nous retrouvons les trois autres détenus au local de l'AMDH, autour de quelques gâteaux et de jus de fruits offerts en leur honneur — et servis par les deux seules femmes présentes à cette réunion, au milieu d'une centaine d'hommes. « *La manifestation était absolument pacifique*, insiste Mohammed D., 20 ans, originaire d'un douar (hameau) près d'Imzouren. *Soudain, dix policiers se sont jetés sur moi. Ils m'ont d'abord tabassé dans la rue avec leurs casques et leurs matraques. Puis ils m'ont jeté dans une fourgonnette, et là, les coups ont repris. A chaque fois qu'une patrouille passait, ils les invitaient à monter pour me frapper. Et ils m'insultaient sans cesse, traitant mon père d'Espagnol [et donc sa mère de prostituée]. Au commissariat, ça a été pire. Un policier très costaud est monté de tout son poids sur mon genou, tandis que ses collègues maintenaient ma jambe à l'horizontale, à cinquante centimètres au-dessus du sol. Ça a duré au moins deux heures. Je me suis évanoui. Une ambulance m'a conduit à l'hôpital, où je suis resté deux jours les mains et les pieds menottés à mon lit, sans manger. Le médecin ne passait que pour m'insulter. Puis j'ai été ramené au commissariat. Ils voulaient que je signe un procès-verbal où je reconnaissais avoir frappé un policier, qui aurait perdu un œil ! Comme j'ai refusé, ils m'ont à nouveau frappé. Quand je suis passé devant le juge, deux jours plus tard, j'ai voulu montrer les traces de coups, mais le juge m'a interdit de relever ma chemise. Il m'a dit : "Si vous voulez porter plainte, ce n'est pas ici" ! »*

Ses deux compagnons racontent les mêmes scènes d'extrême brutalité. Mehdi A., 21 ans, a subi deux jours durant des séances de tabassage dans une salle du commissariat d'Imzouren. « *Et puis c'étaient sans cesse des insultes contre "Moulay Mohand", l'accusant d'être un sale traître* (lire « [La Mondialisation de l'inégalité](#) »). *Ils disaient aussi que, s'ils voulaient, ils n'auraient besoin que de deux heures pour détruire tout le Rif, et qu'ils se serviraient de nos cadavres pour fabriquer du savon, comme les Allemands l'ont fait avec les Juifs à Auschwitz.* »



Les violences subies par les jeunes du Rif participent des mesures prises par le pouvoir marocain pour faire face à la forte mobilisation populaire née en janvier 2011, au moment où les Tunisiens réussissaient à chasser M. Zine El-Abidine Ben Ali de la présidence. Un appel à manifester dans chaque ville avait été lancé sur Facebook pour le dimanche 20 février. Le rassemblement d'Al-Hoceïma attira environ trente mille personnes, sur une population de soixante mille habitants — le double en comptant les villages voisins. Ainsi naquit le mouvement du 20-Février (M20F), porté par de nouveaux militants, mais aussi par la puissante Association nationale des diplômés chômeurs (créée en 1991), par les syndicats d'étudiants, ainsi que par d'anciens militants d'extrême gauche rescapés des geôles du roi Hassan II, et aujourd'hui souvent engagés au sein de l'AMDH.

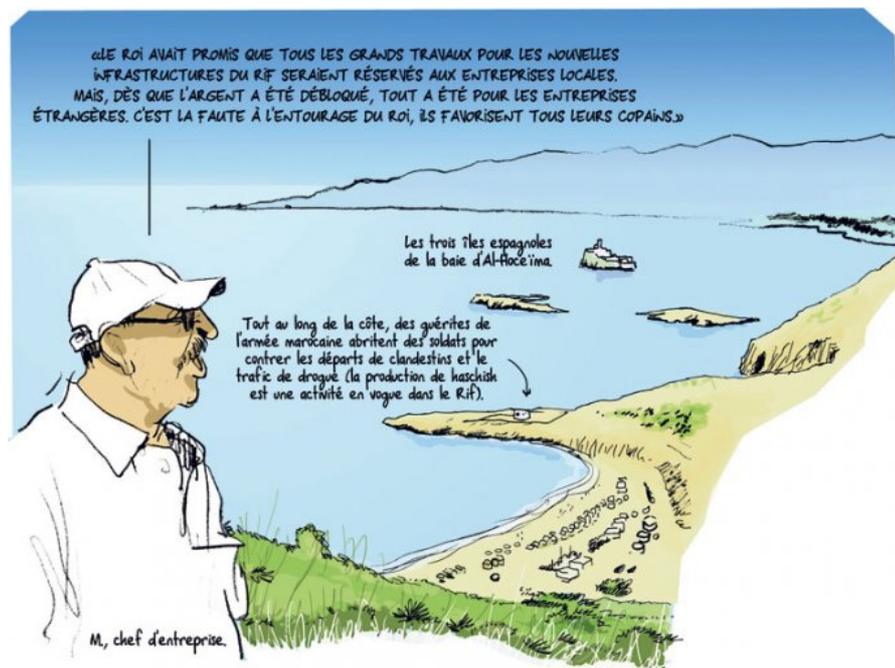
### « On veut juste un roi comme en Espagne ou aux Pays-Bas »

Tous les dimanches, dans tout le pays, les manifestations se poursuivent, autour de slogans sans cesse renouvelés en fonction de l'actualité, choisis et scandés en veillant bien aux allitérations. Dans l'ensemble, il

est toujours question de justice (face aux exactions de la police), de dignité (droit au travail, à la santé, à une administration non corrompue) et d'égalité sociale (répartition équitable des richesses du pays, baisse des loyers ainsi que du prix de l'électricité et des produits de première nécessité).

Et le roi ? « *Jamais on ne le cite directement* », explique Jawad S., technicien de 26 ans que nous retrouvons autour d'un thé à la menthe dans le café Jazirat Annokour (« les îles de Nokour ») à Aït Bouayache, le lendemain de la manifestation du dimanche. Celle-ci a rassemblé deux cents participants, uniquement des hommes — trois jours plus tard, quelques diplômées chômeuses seront cependant présentes, regroupées à l'écart sur le trottoir, lors d'un rassemblement devant le tribunal d'Al-Hoceïma, où est jugé l'un des leurs. Jawad est entouré d'une dizaine d'amis. Il poursuit : « *D'ailleurs, on ne veut pas qu'il dégage, on veut juste un roi comme en Espagne ou aux Pays-Bas* [en fait, la reine Beatrix, depuis 1980]. » Prêts à conserver leur souverain, ces jeunes Marocains désirent cependant qu'il « *cesse de s'ingérer dans l'économie* », euphémisme pour réclamer que son immense fortune, tirée notamment de sa participation « automatique » dans les portefeuilles d'actions des grandes sociétés nationales, soit démocratiquement redistribuée. Tous ont lu, intégralement ou en partie, *Le Roi prédateur* (interdit au Maroc, mais

consultable sur Internet), qui dénonce l'affairisme du monarque et de son entourage (1).



Laïcité : tout le monde, parmi ces jeunes désireux de changement, a ce mot à la bouche. Mais que signifie-t-il exactement ? « *Il faut séparer la religion des libertés civiles* », tente Mohammed E., 24 ans, animateur touristique au chômage. « *Pouvoir parler de laïcité sans se faire traiter d'athée, c'est déjà un progrès !* », fait remarquer Ahmed B., jeune diplômé chômeur. Dans leur société idéale, seraient-ils prêts à ce que chaque Marocain qui le souhaite puisse déjeuner à la terrasse d'un restaurant pendant le ramadan ? « *Ah ! Ça non !* », s'exclame Mohammed. *Il peut manger chez lui s'il le veut, mais il doit respecter ceux qui font le ramadan !* » « *Dans ce cas, on ne change rien, puisque c'est ce qui se passe actuellement* », objecte Saïd A., le seul à répondre « oui » à la question initiale.

Tous ces amis, engagés avec plus ou moins de constance dans le M20F, sont originaires des douars entourant Aït Bouayache. Leurs familles, qui comptent entre cinq et huit enfants, vivent du revenu du père, entre 2 500 et 5 000 dirhams (environ 250 à 500 euros), mais aussi de la *thawiza*, mot berbère désignant la solidarité familiale. Leurs mères ne travaillent pas hors de la maison, puisqu'elles n'en sortent jamais, sauf pour rendre visite à leur parentèle. « *Chez nous, dans le Rif, c'est normal* », explique Ahmed. Avant d'ajouter sans la moindre ironie : « *C'est parce que pour nous, la femme, c'est une princesse, c'est le bien le plus précieux de l'homme. Alors il ne faut pas qu'elle se fatigue à aller travailler ou faire les courses.* »

Al-Hoceïma fait partie de cette quinzaine de foyers de contestation sociale importants, où des manifestations continuent d'être organisées tous les dimanches depuis dix-huit mois. La première d'entre elles, celle du 20 février 2011, a été marquée par un terrible « accident », dont tout le monde ici est persuadé qu'il a été provoqué par la police : les corps de cinq jeunes ont été retrouvés calcinés dans l'incendie d'une petite agence bancaire du centre-ville. Quelques semaines plus tard, un mouvement islamiste d'inspiration soufie, toléré mais non reconnu par le pouvoir, le parti Al-Adl Wal-Ihsane (Justice et bienfaisance), dirigé par le cheikh Yacine et sa fille Nadia, s'engageait dans la bataille. « *A Tanger, du jour au lendemain, on est passé de vingt mille à deux cent mille manifestants*, raconte Wadia, 32 ans, infirmier à l'hôpital de Tanger venu profiter pour quelques jours des plages d'Al-Hoceïma. *Mais s'ils nous ont ramené des troupes, ils nous ont aussi apporté des problèmes ! Dans les réunions, ils exigeaient que les femmes portent un foulard, ils voulaient qu'on observe les prières, ils ne voulaient pas manifester pendant le ramadan, etc.* »



En décembre 2011, le cheikh Yacine décide de se retirer du M2oF. *« Il n'y avait aucune raison valable, mais tous ont obéi ! A Tanger, leur départ a porté un coup fatal au mouvement. Le seul avantage, c'est que les réunions sont devenues plus faciles... »* A Al-Hoceïma, en revanche, le mouvement s'essouffle dès le début de l'été 2011, d'autant que, ici, les islamistes n'existent pas sur la scène politique, contrairement au reste du pays. Ni ceux d'Al-Adl Wal-Ihsane, ni ceux du Parti de la justice et du développement (PJD), dont le secrétaire général, M. Abdelilah Benkirane, a été nommé chef du gouvernement par le roi en janvier 2012 (2). *« Ici, les gens sont très religieux, mais ils vivent un islam conservateur sans barbe ni tchador, rappelle M. Hocine M'Rabet, conseiller municipal élu sur une liste de gauche dans la commune d'Aït Youssef Ali, près d'Al-Hoceïma. Les islamistes n'ont aucune prise sur eux. Notamment parce qu'ils sacralisent la langue arabe, ce qui déplaît aux Berbères. »* Aux élections de novembre 2011, le PJD n'a d'ailleurs obtenu aucun siège dans le Rif.

A Aït Bouayache, commune de vingt mille habitants (en comptant les douars des alentours) située à trente kilomètres d'Al-Hoceïma, un incident relance la contestation en août 2011. Quelques jours avant le début du ramadan, une femme divorcée, mère de quatre enfants, chassée de son logement, vient crier sa détresse sous les fenêtres du pacha (équivalent d'un sous-préfet). En quelques heures, la place centrale du village se remplit. *« Les chefs du M2oF ont fait jouer la solidarité berbère contre le pacha, arabe, nommé par Rabat »*, nous décrypte Mohammed J., jeune licencié de littérature arabe sans travail, revenu habiter chez ses parents à Aït Bouayache, et très engagé dans le mouvement. Après douze jours de bras de fer avec le pacha, la femme obtient un logement. Le mouvement se trouve alors un autre objectif : les factures d'électricité, qui peuvent atteindre jusqu'à 800 dirhams par mois (80 euros), pour des familles au revenu moyen de 3 500 dirhams (350 euros).

Le 3 octobre 2011 débute l'occupation du petit immeuble de l'Office national d'électricité (ONE) d'Aït Bouayache. Les militants plantent leurs tentes dans le jardin, empêchant l'accès des bureaux aux fonctionnaires, et donc l'envoi des factures. *« Au début, toute la population était avec nous, c'était formidable ! »* Les autorités ne réagissent pas directement. Le 27 octobre 2011, l'un des dirigeants du mouvement, M. Kamel Hassani, est poignardé par un déséquilibré dont tout le monde soupçonne qu'il a été manipulé par la police. Les manifestants réclament deux années d'électricité gratuite. Refus du pacha. Régulièrement, la route principale est barrée par les jeunes, qui font aussi pression sur les commerçants afin qu'ils ferment boutique le dimanche après-midi, jour de manifestation — et de grande activité pour les commerces au Maroc. *« Peu à peu, nous avons perdu le soutien de la population »*, regrette Mohammed J. Dans la nuit du 7 au 8 mars 2012, c'est l'explosion.

### **Pour le premier ministre, les chômeurs devraient « s'adresser à Dieu »**

Parce qu'un groupe de militants vient manifester à l'intérieur de son bureau, Rabat ordonne au pacha de mettre un terme à l'occupation de l'ONE. A 1 h 30 du matin, des dizaines de camionnettes de CMI (prononcer « simi »), les compagnies mobiles d'intervention, envahissent le village, pourchassant, frappant sans merci et arrêtant toute personne présente dans les rues. Pendant trois jours, le village est ratissé par les forces de l'ordre, qui en profitent pour appréhender une demi-douzaine de militants considérés comme les meneurs du village. Le 11, la violence policière se déplace à Imzouren, le village voisin, où deux cents militants tentent d'organiser une marche pacifique de solidarité — celle à laquelle ont participé ces jeunes que nous avons retrouvés trois mois plus tard à leur sortie de prison, tandis que certains de leurs compagnons étaient encore incarcérés.

Interrogé sur ces événements, le pacha d'Aït Bouayache, M. Mohammed Ayad, nous affirme qu'*« il n'y a eu aucune violence le 8 mars de la part des forces de l'ordre »*, que *« les policiers n'ont même pas utilisé leurs matraques »*, et que *« personne n'a été blessé »*. Les dirigeants du M2oF arrêtés ? *« Ce sont tous des délinquants, recherchés par la police pour trafic de drogue ! »* Quant au M2oF de la région, *« il est en grande partie financé par des organismes extérieurs, espagnols et néerlandais, afin de déstabiliser le Maroc »*.

Et maintenant ? Aucun de nos interlocuteurs n'accorde une quelconque confiance au gouvernement de M. Benkirane. « Il a été élu parce qu'il est le seul à ne pas avoir joué de match (3) ! Il est donc le seul dans lequel les électeurs pouvaient avoir un peu confiance », explique Mustapha, ingénieur topographe que nous retrouvons sur une terrasse du Miramar, le grand café d'Al-Hoceïma, avec deux amis. Les jeunes gens ne sont pas engagés dans le M2oF. « Mais en vérité, il n'a aucun pouvoir, tout reste entre les mains de l'autre [le roi] », ajoute son camarade Zakaria. Quant à l'idée d'une islamisation de la législation par le PJD, elle fait sourire le dernier membre du trio. « S'ils étaient vraiment islamistes, ils feraient bien d'interdire le festival Mawazine (4), s'irrite Mohammed, chargé de mission au département tourisme de la municipalité d'Al-Hoceïma. On y voit plein de femmes chanter à moitié nues ! Mais comme ce festival est organisé par Lalla Salma [l'épouse de Mohammed VI]... » « Et puis, vous n'imaginerez pas M. Benkirane exiger de la femme du roi qu'elle porte le foulard ! », s'amuse Mustapha (5).



Une fois, cependant, le premier ministre a fait référence à Dieu. Le 14 mai 2012, il a répliqué aux diplômés chômeurs qui réclamaient des postes de fonctionnaire que « seul Allah décide du destin des hommes », et qu'ils « devraient s'adresser à lui ». La remarque a plongé les intéressés dans la fureur. Depuis vingt ans, les sans-emploi titulaires de diplômes luttent pour obtenir des postes dans l'administration publique. Tous savent que la législation du secteur privé est l'une des plus libérales du monde : absence de droits syndicaux, d'assurance-maladie et de retraite, licenciements arbitraires, salaires plus bas que dans le public, etc. Quant au peuple dans son entier, la seule mesure du nouveau gouvernement qui ait réellement retenu son attention est l'augmentation du prix de l'essence, porté le 2 juin 2012 de 10,5 dirhams (1,05 euro) à 12,5 dirhams (1,25 euro) le litre.

La répression policière, les coups, les mois de prison : rien ne semble avoir atteint le moral des jeunes de la région d'Al-Hoceïma. « Je vais continuer à participer aux manifestations, mais sans que mes parents le sachent, confie Mehdi A., 21 ans, l'un des trois détenus rencontrés à leur sortie de prison. Ce n'est pas qu'ils soient en faveur du pouvoir, au contraire, mais ils ont peur. Quand j'étais en prison, la police est venue les voir et leur a dit que, si je recommençais, c'est eux qui iraient en prison. »

Chez les jeunes d'Al-Hoceïma, l'aspiration à des changements politiques radicaux n'empêche en rien un profond conservatisme. Cet après-midi-là, un soleil de plomb pèse sur la ville, dont les plages, magnifiques, sont couvertes de monde. Les hommes, torse nu, s'aspergent bruyamment avec l'eau fraîche de la mer. Les femmes, le corps recouvert de vêtements épais de la tête aux pieds, les regardent, assises, transpirant sur le sable chaud. Nos jeunes révolutionnaires trouvent-ils à redire à ce spectacle ? « Non, c'est leur choix, si elles veulent se mettre nues, elles ont le droit. » En une heure, nous assistons à trois interventions de pompiers, venus secourir trois femmes souffrant d'insolation. Et là ? « Non, c'est leur choix. »

\* Dessinateur.

\* Journaliste.

(1) Catherine Graciet et Eric Laurent, *Le Roi prédateur. Main basse sur le Maroc*, Seuil, Paris, 2012. Lire le compte rendu d'Ignace Dalle, « **Au Maroc, une corruption très royale** », La valise diplomatique, 12 avril 2012.

(2) Le PJD est arrivé en tête des élections législatives du 25 novembre 2011 avec 27 % des voix (pour un taux de participation de 45 %).

(3) En 1998, un an avant sa mort, le roi Hassan II annonça un changement démocratique. Il nomma premier ministre M. Abderrahmane Youssoufi, le secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le vieux parti d'opposition, qui s'en trouva vite discrédité. Son fils Mohammed VI a maintenu cette logique en offrant des postes importants aux dirigeants de tous les partis, sauf, jusqu'en janvier 2012, au PJD.

(4) Dont la 11e édition s'est déroulée du 18 au 26 mai 2012 à Rabat, rassemblant plus d'une centaine d'artistes marocains et internationaux.

(5) Pour une étude sur le potentiel d'islamisation de la société par le PJD, cf. Haoues Seniguer, « **Les paradoxes de la sécularisation / laïcisation au Maroc. Le cas du PJD** », *Confluences Méditerranée*, n° 78, L'Harmattan, Paris, été 2011.

#### Mots-clés

- **Maroc**
- **Berbères**
- **Droits humains**
- **Identité culturelle**
- **Islam**
- **Jeunes**
- **Mouvement de contestation**
- **Parti politique**
- **Police**
- **Répression**
- **Réveil arabe 2011-**

#### Voir aussi :

- Une région à l'histoire singulière
- Not enough change in Morocco
- Morocco's other country

#### Dans une autre langue :

- **Not enough change in Morocco**